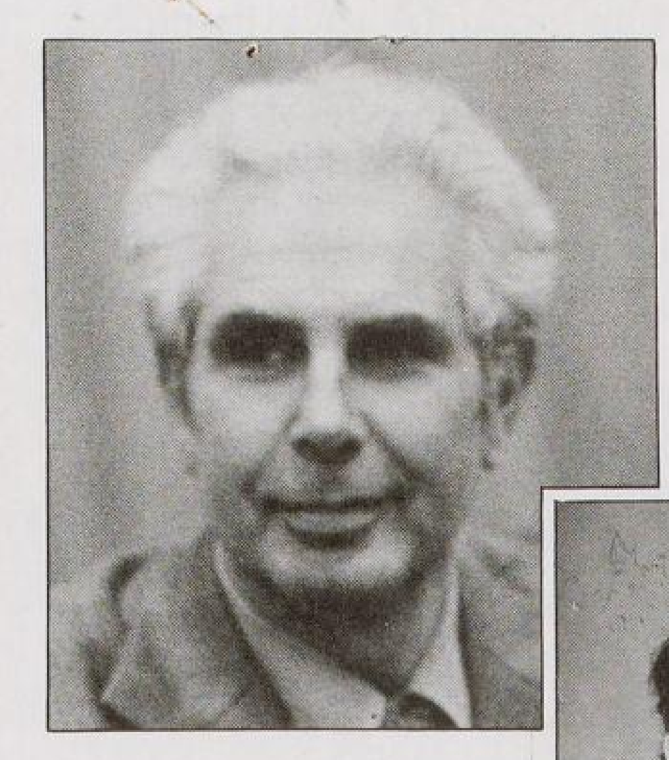
Election législative des 5 et 12 Juin 1988



Jean-Pierre KAHANE

Professeur de mathématiques
à l'Université de Paris-Sud (Orsay)

Dominique CROZAT

Professeur de lettres
au Lycée Fustel de Coulanges (Massy)

CANDIDATS DE RASSEMBLEMENT DES FORCES DE GAUCHE

présentés par le Parti Communiste Français

Madame, Monsieur,

Nous avons choisi, Dominique Crozat et moi, de vous dire trois raisons essentielles qui motivent notre candidature. Nous ne nous résignons pas à ce qu'en France, pays riche, tant de gens vivent mal, tant de jeunes ne trouvent pas d'emploi, tant de possibilités soient gâchées ; en combattant pour la justice sociale et tout ce qu'elle implique, nous sommes sûrs d'être à l'avant-garde de la vraie modernité. Nous ne nous résignons pas, alors que des perspectives de désarmement s'ouvrent avec les accords Reagan-Gorbatchev, à voir la France s'enfermer dans une ruineuse politique de surarmement ; nous combattons pour un nouveau rôle de la France dans le monde, pour une large coopération internationale, pour une participation dynamique à la construction de la paix. Nous ne nous résignons pas, après avoir contribué à fermer à la droite la porte du pouvoir le 8 mai, à la voir réapparaître par la fenêtre ; en combattant et en appelant à combattre la droite, ses hommes, ses idées, sa politique, nous sommes soucieux d'ouvrir les voies à un nouveau rassemblement des forces de gauche.

Vue de loin, notre circonscription est un petit paradis. Science, haute technologie, éducation, nature semblent y fournir le cadre idéal pour l'épanouissement des hommes. Il est vrai que nous avons des atouts remarquables. Mais ils sont pervertis ou gachés. Par exemple, l'enseignement des sciences, qui devrait être un instrument de promotion pour l'ensemble des jeunes, aggrave, de fait, aujourd'hui, les inégalités sociales. On manque et on va manquer d'ingénieurs, de chercheurs, de professeurs ; mais les jeunes appartenant à la moitié la plus défavorisée de la population vont de retard scolaire en échec, et d'échec en élimination. Que d'espoirs abolis et de talents perdus ! Par exemple encore, les technologies du laser, qui ont des applications croissantes dans toutes les industries, devraient avoir dans notre circonscription et

alentour un terrain d'élection ; mais le groupe C.G.E. décide de supprimer l'activité du laser civil, et, de ce fait, des centaines de personnes sont licenciées ou menacées de licenciement à la CILAS-ALCATEL. C'est un sinistre pour la région, et un mauvais coup pour l'industrie française. La recherche scientifique moderne a plus que jamais besoin de réalisations techniques ; mais au CNRS, à l'université, au C.E.A., des centaines d'emplois de techniciens ont été supprimés. Certains emplois dans l'éducation nationale, sont scandaleusement mal payés, et tireraient directement avantage du SMIG à 6.000 francs qu'avec la C.G.T. nous réclamons.

La qualité de la vie tient aussi à l'environnement naturel et le maintien d'une activité agricole, menacés par la spéculation foncière. Développement industriel, recherche, environnement, formation, créations d'emplois, relèvement des salaires et retraites, tout se tient, et tout se rattache à cette idée fondamentale : la justice sociale, la revalorisation du travail des hommes, ont à jouer un rôle moteur dans notre société, actuellement bloquée par le profit financier, la spéculation, les activités improductives. Imposer dûrement les profits financiers pour investir dans les hommes, comme nous le proposons, c'est à la fois juste et économiquement efficace.

Pourquoi la C.G.E. abandonne-t-elle le laser civil ? C'est que le laser militaire offre des marchés énormes, sans appels d'offre, et sans contrôle. C'est pour la même raison que Thomson abandonne la C.G.R. (imagerie médicale). La loi de programmation militaire, en consacrant cinq cent milliards de francs en cinq ans aux armes nouvelles, au surarmement, dévoie et affaiblit l'industrie française. De même, elle dévoie et affaiblit la recherche – en privilégiant le secteur militaire du C.E.A. au dépens du secteur civil, en soumettant les chercheurs au secret, en entravant la coopération scientifique. Elle va à contre courant des exigences du monde moderne, bien exprimées par le prix Nobel américain Bernard Lown : de l'homme et de la bombe atomique, l'un est de trop sur cette terre. Elle fait apparaître notre pays comme attardé sur une conception périmée de la puissance et de la défense nationale. Dans l'avenir, pendant la phase historique du désarmement mondial, la sécurité de chaque pays sera fonction de la sécurité des autres. *Nous voulons, quant à nous, une France forte, mais non forte d'armements voués à la destruction : forte du travail des Françaises et des Français, de leur apport à la culture, à la science, à l'essor des technologies respectueuses des hommes et de la nature, forte d'une collaboration internationale étendue au monde entier.*

La loi de programmation militaire est un triste symbole d'un certain consensus autour de la politique de droite ; elle a été votée en avril 1987, à l'exception du parti communiste, par tous les partis : socialistes, U.D.F., R.P.R., Le Penistes.

Pour nous, la politique de droite est à combattre quels que soient les hommes qui la mettent en œuvre, et la route doit être barrée aux hommes de droite chaque fois que l'occasion s'en présente. Nous n'avons jamais failli à cette double obligation.

Nous ne composerons pas avec la droite.

Au Parlement et dans le pays, les communistes seront, comme ils l'ont toujours été, avec tous ceux qui entendent se défendre contre la politique de droite et qui veulent un réel changement.

Tous ceux-là, si l'on voit assez large, sont le nombre et la force : communistes, socialistes, démocrates, antiracistes, pacifistes, tous ceux pour qui le bien commun des hommes est la préoccupation politique majeure, peuvent, s'ils se rassemblent, s'opposer efficacement aux dérives qui se préparent, mettre en action toutes les forces et les valeurs de la gauche, et construire ensemble une société de justice, de liberté et de paix.

Pour nous, avec le Parti communiste français, nous ambitionnons d'œuvrer à ce nouveau rassemblement, c'est le sens que nous donnons à notre candidature et aux voix qui se porteront sur nos noms.

Jean-Pierre Kahane
Professeur de mathématiques à l'Université de Paris-Sud (Orsay)

Dominique Crozat
Professeur de lettres au lycée Fustel de Coulanges (Massy)
Conseillère Municipale aux Ulis

Candidats de rassemblement des forces de gauche présentés par le Parti communiste français

R.C. CORBEIL A 302 276 662

Vu le Candidat